

Mondialisation et résilience des territoires

Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences

Sous la direction de
ABDELILLAH HAMDOUCH, MARC-HUBERT DEPRET
et CORINNE TANGUY



Presses de l'Université du Québec

La collection Géographie contemporaine change d'image. Le souci de renouveau de la direction des Presses de l'Université du Québec et l'attachement aux traditions du directeur de la collection ont abouti à un compromis qui rend la collection plus attrayante tout en affirmant la continuité avec sa mission, soit celle de diffuser des travaux de nature scientifique ou pédagogique qui permettent d'enrichir la réflexion géographique. Ce changement est l'occasion d'un rapide bilan. Cette collection qui, au départ, voulait remplir un vide s'est avérée féconde. Depuis 1998, plus de vingt titres ont été publiés, plusieurs ayant donné lieu à des rééditions. Analysant le monde à toutes ses échelles, du mondial au local, des travaux de chercheurs du Québec et d'ailleurs ont interrogé le territoire et les possibilités qu'il offre dans un contexte qui requiert la révision des choix de développement de nos sociétés. La collection devient ainsi ce qu'elle cherchait à être, soit une tribune en langue française pour l'analyse des territoires. La nouvelle image, plus accessible, réaffirme cet objectif. Le monde, dans sa globalité, est impensable sans des repères territoriaux qu'il importe de rendre visibles. Sans ces repères, les liens sociaux sont impossibles, la préoccupation pour le bien commun disparaît et seul l'individualisme a droit de cité. Les repères territoriaux sont nécessaires pour un développement respectueux des générations futures, certes, mais aussi des collectivités qui nous entourent et avec lesquelles nous partageons la planète. C'est ce que l'éducation géographique des citoyens rend possible et c'est le défi qui a guidé et qui continuera de guider les travaux de la collection Géographie contemporaine.

Juan-Luis Klein
Directeur de la collection

Mondialisation et résilience des territoires

Membre de
L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone : 418 657-4399 – Télécopieur : 418 657-2096
Courriel : puq@puq.ca – Internet : www.puq.ca

Diffusion / Distribution :

Canada : Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec)
J7H 1N7 – Tél. : 450 434-0306 / 1 800 363-2864

France : Sodis, 128, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél. : 01 60 07 82 99

Afrique : Action pédagogique pour l'éducation et la formation, Angle des rues Jilali Taj Eddine
et El Ghadfa, Maârif 20100, Casablanca, Maroc – Tél. : 212 (0) 22-23-12-22

Belgique : Patrimoine SPRL, avenue Milcamps 119, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél. : 02 7366847

Suisse : Servidis SA, Chemin des Chalets, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél. : 022 960.95.32



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

Mondialisation et résilience des territoires

Trajectoires, dynamiques d'acteurs
et expériences

Sous la direction de
ABDELILLAH HAMDOUCH, MARC-HUBERT DEPRET
et CORINNE TANGUY



Presses de l'Université du Québec

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre:

Mondialisation et résilience des territoires: trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences
(Géographie contemporaine)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7605-3287-8

1. Mondialisation. 2. Aménagement du territoire. 3. Innovations – Aspect social. 4. Géographie économique.
5. Adaptation sociale. 6. Mondialisation – France. I. Hamdouch, Abdelillah. II. Depret, Marc-Hubert.
III. Tanguy, Corinne. IV. Collection: Géographie contemporaine.

JZ1318.M66 2012 303.48'2 C2012-940289-3

Les Presses de l'Université du Québec reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Mise en pages: INTERSCRIPT

Couverture Conception: RICHARD HODGSON

2012-1.1 – Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés – © 2012, Presses de l'Université du Québec
Dépôt légal – 3^e trimestre 2011 – Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada
Imprimé au Canada

Avant-propos



Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité thématique de la collection Géographie contemporaine dans laquelle il paraît. Il partage très largement et complète les analyses et conclusions contenues notamment dans l'ouvrage dirigé par J.-M. Fontan, J.-L. Klein et B. Lévesque paru en 2003 dans cette collection (*Reconversion économique et développement territorial*).

L'ouvrage s'est construit progressivement à partir de contributions à diverses manifestations scientifiques (colloques, journées d'étude, écoles d'été, séminaires réguliers) organisées par le Réseau de recherche sur l'innovation (RRI) ou par certains de ses membres dans leurs institutions respectives. Une partie importante des contributeurs de cet ouvrage ont notamment pris part à deux colloques internationaux du RRI sur des thèmes fondamentaux et complémentaires liés à la mondialisation et à ses effets territoriaux : le premier, centré sur le thème « Travail, capital et savoir dans la mondialisation », s'est tenu à Grenoble les 18 et 19 mars 2010 à la Wesford School of Management ; le second, portant sur « Environment, Innovation and Sustainable Development: Towards a New Techno-Economic Paradigm? », a eu lieu à Marseille les 7 et 8 octobre 2010 sur le campus d'Euromed Management.

Nous voudrions ici remercier ces institutions pour le soutien apporté à ces deux manifestations, de même que l'ensemble des contributeurs et des relecteurs des différents chapitres, qui ont accepté de travailler avec nous en dépit de contraintes de délais relativement fortes. De même, sans le soutien financier et logistique du RRI (et les encouragements de son président, monsieur Dimitri Uzunidis) et du CESAER (UMR INRA-Agrosup Dijon), ainsi que l'appui de sa directrice, madame Cécile Detang-Dessendre, la finalisation de l'ouvrage n'aurait sans doute pas pu être menée dans d'aussi bonnes conditions. Qu'ils en soient sincèrement remerciés. Enfin, les encouragements de monsieur Juan-Luis Klein, directeur du CRISES et de la collection Géographie contemporaine dans laquelle paraît cet ouvrage, de même que la confiance de madame Céline Fournier, directrice des Presses de l'Université du Québec, et l'aide de madame Sandrine Guillaume, secrétaire à Agrosup Dijon, dans la mise en page du manuscrit, ont été des atouts précieux. Nous les en remercions chaleureusement.

Table des matières



Avant-propos	VII
Liste des encadrés.....	XVII
Liste des figures	XIX
Liste des tableaux.....	XXI
Introduction	1
<i>Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy</i>	
Bibliographie.....	16
Partie 1 – RECONVERSION INDUSTRIELLE, CRÉATION D'ENTREPRISES ET REDYNAMISATION TERRITORIALE	19
Chapitre 1 – LA FLÈCHE DU TEMPS ET LE SYSTÈME, OU COMMENT ANALYSER LA RÉSILIENCE D'UN TERRITOIRE	21
<i>Christine Liefoghe</i>	
1. Le concept de résilience s'applique-t-il au territoire?	22
1.1. La résilience: un concept nomade	23
1.2. La résilience appliquée au système territorial	24
1.3. L'évolution des systèmes territoriaux et les types de résilience	25

2.	La résilience, la mondialisation et le territoire: le cas du Nord-Pas-de-Calais	26
2.1.	Les frontières et l'émergence du système territorial.	27
2.2.	L'inertie du système hérité de l'industrialisation	28
2.3.	L'internationalisation et la mondialisation: incertitudes et résilience du système	30
3.	La résilience des systèmes territoriaux et les jeux d'acteurs	32
3.1.	Les initiatives de développement et la recherche de nouvelles trajectoires. . .	33
3.2.	La « bifurcation métropolitaine »: de nouvelles règles du jeu pour la région ?	34
3.3.	Les innovations, les jeux d'acteurs et la résilience.	36
	Conclusion: accélération du changement et résilience des territoires	38
	Bibliographie.	38
Chapitre 2 – LA MÉTROPOLE NANTAISE EST-ELLE RÉSILIENTE ?		41
	<i>Jacques Fache</i>	
1.	Âge 1 – La construction navale, un système résilient ?	43
2.	Âge 2 – La métropole d'équilibre: rupture exogène et résilience	46
3.	Âge 3 – La métropole européenne: reprise en main par les (nouveaux ?) acteurs du système nantais et reconstruction d'un système.	47
4.	Nantes, laboratoire d'une nouvelle résilience ?	52
	Conclusion.	54
	Bibliographie.	55
Chapitre 3 – CRISE ET RECONVERSION DES TERRITOIRES INDUSTRIELS: LES ENJEUX DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE: L'EXEMPLE DE DUNKERQUE (NORD DE FRANCE)		59
	<i>Sophie Boutillier, Blandine Laperche et Dimitri Uzunidis</i>	
1.	L'entrepreneuriat comme facteur de reconversion des territoires	60
1.1.	Le territoire: d'un espace neutre à un milieu innovateur	61
1.2.	La contribution de l'entrepreneuriat à la reconversion des territoires	63
1.3.	Le potentiel de ressources de l'entrepreneur ou le territoire conçu comme réservoir de ressources.	64
2.	Dunkerque: un faible dynamisme entrepreneurial	66
2.1.	La faible dynamique entrepreneuriale de la région: une donnée historique	66
2.2.	Les caractéristiques de l'entrepreneur du NPC: un entrepreneur à faible potentiel de ressources qui crée par nécessité.	68
3.	Les raisons du faible dynamisme entrepreneurial et la question territoriale	71
3.1.	L'évolution du territoire et la dépendance de sentier	71
3.2.	Dunkerque: une accumulation d'actifs spécifiques propres à l'industrie lourde	73
3.3.	Une faible accumulation d'actifs spécifiques secondaires	76
	Conclusion.	77
	Bibliographie.	77

Partie 2 – INNOVATION, CLUSTERISATION ET TRAJECTOIRES D'ADAPTATION TERRITORIALE	81
Chapitre 4 – RÉSILIENCE TERRITORIALE ET TRAJECTOIRE TECHNOPOLITAINE : REGARD ÉVOLUTIONNISTE SUR LE <i>CLUSTER</i> INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE GRENOBLOIS	83
<i>Bruno Moriset</i>	
1. La « triple hélice » de la haute technologie et de la R-D	85
1.1. La recherche publique et l'université	86
1.2. La recherche privée et les industries de haute technologie	87
2. Des moulins à papier aux nanotechnologies : vagues d'innovations et cycles industriels	89
2.1. Et Bergès vint.....	89
2.2. Les sagas entrepreneuriales et la dépendance de sentier technologique . . .	90
2.3. L'effondrement des vieilles activités manufacturières	91
2.4. Un des facteurs de la résilience économique des territoires : l'importance du rythme dans les cycles technologiques et économiques	91
3. La coévolution des institutions et l'émergence d'une idéologie commune	92
4. Le maillon manquant : la guerre, le complexe militaro-industriel et la géographie	93
5. La discussion et les perspectives : résilience du territoire, géographie, politique et technologie	96
5.1. La primauté de la géographie : des facteurs de production aux externalités non marchandes	97
5.2. Un regard vers le futur : Marshall vs Jacobs ?	97
5.3. La technopole face à la question sociale et environnementale	98
Bibliographie	99
Chapitre 5 – RÉSILIENCE ET TERRITOIRE : L'EXEMPLE DES MICROTECHNIQUES EN FRANCHE-COMTÉ . . .	103
<i>Edwige Dubos-Paillard et Sophie Carel</i>	
1. La résilience de l'horlogerie au sein des microtechniques, un enjeu de développement territorial pour la Franche-Comté	106
1.1. L'essor et la crise de l'activité horlogère franc-comtoise	106
1.2. Les composantes de la résilience des activités horlogères et microtechniciennes	109
2. Le profil des établissements microtechniques et de leurs rapports à l'innovation	114
2.1. La construction de l'enquête : choix méthodologiques	114
2.2. Le portrait des entreprises microtechniques et de leurs rapports à l'innovation	116
Conclusion	123
Bibliographie	124

Chapitre 6 – LES PRATIQUES DU WEB 2.0 COMME GRILLE DE LECTURE DU TERRITOIRE 2.0 COLLABORATIF ET INNOVANT	125
<i>Stéphane Gorla et Audrey Knauf</i>	
1. Les concepts clés	127
1.1. Le Web 2.0 et ses outils.	127
1.2. L'entreprise 2.0	128
1.3. Le territoire 2.0	129
1.4. L'intelligence économique et l'intelligence territoriale	130
2. La réflexion analogique à propos du « territoire 2.0 »	131
2.1. Le dispositif de réflexion analogique.	131
2.2. L'enquête sur les <i>clusters</i> et les systèmes productifs locaux (SPL) français ...	133
Conclusion.....	136
Bibliographie.....	139
Chapitre 7 – LA DYNAMIQUE DE CRÉATION DE RESSOURCES TERRITORIALISÉES ET D'INNOVATION: L'EXEMPLE DE LA FILIÈRE AOC CRÉMANT DE BOURGOGNE	143
<i>Michel Martin et Corinne Tanguy</i>	
1. Les AOC, l'ancrage territorial et l'innovation: quelques considérations théoriques	145
1.1. Les AOC: définition et caractéristiques	145
1.2. Les AOC: un mode d'organisation économique de type <i>cluster</i>	145
1.3. La gouvernance de l'AOC	147
1.4. L'innovation et les AOC.	147
2. L'AOC Crémant de Bourgogne: une filière en plein développement	148
2.1. L'historique et la présentation de la filière	148
2.2. La méthode et la présentation des acteurs enquêtés	151
3. Quelles innovations dans la filière AOC Crémant de Bourgogne ?	152
3.1. L'innovation impulsée par l'interprofession	152
3.2. L'innovation dans les entreprises élaboratrices de crémant de Bourgogne	155
Conclusion.....	160
Bibliographie.....	161
Partie 3 – REDISTRIBUTION INTERNATIONALE DES ACTIVITÉS ET STRATÉGIES D'ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE	163
Chapitre 8 – LES POLITIQUES DE « CROISSANCE VERTE » COMME STRATÉGIES DE REPOSITIONNEMENT COMPÉTITIF: LE CAS DE LA FRANCE ET DE SON « GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT »	165
<i>Marc-Hubert Depret et Abdelillah Hamdouch</i>	
1. Le développement durable, une ambition française ?	167
1.1. Le Grenelle de l'environnement: une ambition, une méthode et des moyens sans précédent	168

1.2.	Une ébauche de planification verte	174
1.3.	Les autres mesures récentes en faveur de l'économie verte en France	176
2.	Les forces et les faiblesses du système écotكنولوجique français	177
2.1.	Les atouts de la France dans la course à la croissance verte	178
2.2.	Une politique de résilience volontariste... mais schizophrène	178
	Conclusion	185
	Bibliographie	187
Chapitre 9 – LA MONDIALISATION DES CHAÎNES LOGISTIQUES MULTIACTEURS:		
	CONSÉQUENCES ET OPPORTUNITÉS POUR LES TERRITOIRES	191
	<i>Christine Belin-Munier</i>	
1.	Des stratégies internationales conduisant à des chaînes logistiques globales fragmentées	193
1.1.	La globalisation des entreprises	193
1.2.	Une production fragmentée	194
1.3.	Une chaîne logistique globale	195
2.	L'enjeu stratégique du pilotage des chaînes logistiques globales	196
2.1.	La coordination des processus	197
2.2.	Les systèmes d'information	197
2.3.	Le <i>Global Supply Chain Management</i> , source d'avantages concurrentiels	198
3.	La dualité des chaînes logistiques globales	200
3.1.	Les flux poussés et la différenciation retardée	200
3.2.	Les cycles longs et les cycles courts d'approvisionnement	201
3.3.	La proximité et l'éloignement organisationnels	202
3.4.	Les flux massifiés et fragmentés	203
3.5.	Une chaîne fragmentée mais une responsabilité étendue	204
	Conclusion	205
	Bibliographie	206
Chapitre 10 – RÉSILIENCE TERRITORIALE ET DIASPORAS: <i>BENCHMARK</i> DE TROIS SYSTÈMES		
	D'INNOVATION (SILICON VALLEY, ISRAËL ET MAROC)	209
	<i>Christophe Assens et Yoni Abittan</i>	
1.	La Silicon Valley, une culture de la coopération	211
2.	Israël, la culture du « <i>bagel phenomenon</i> »	214
3.	Le système d'innovation au Maroc: entre logique institutionnelle et logique interpersonnelle	218
	Conclusion	220
	Bibliographie	222

Partie 4 – DÉVELOPPEMENT DURABLE, INNOVATION SOCIALE ET RÉSILIENCE DES TERRITOIRES	225
Chapitre 11 – MONDIALISATION, MUTATIONS URBAINES ET VULNÉRABILITÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE: QUELLES STRATÉGIES DE RÉSILIENCE POUR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE?	227
<i>Béatrice Quenault</i>	
1. La mondialisation et les formes de territorialité urbaine.	229
1.1. La métropolisation, la périurbanisation et la désertification rurale comme facteurs de non-durabilité.	229
1.2. La dialectique compétitivité des firmes: attractivité des territoires comme frein à la construction de solidarités urbaines.	231
2. L'anthropisation des aléas et les vulnérabilités urbaines au changement climatique	232
2.1. Le changement climatique et la territorialisation du développement durable.	232
2.2. Le méta-risque climatique et l'accentuation des vulnérabilités urbaines.	234
3. L'adaptation au changement climatique, la résilience proactive et la durabilité du développement urbain	235
3.1. La capacité adaptative comme interface du couple vulnérabilité-résilience	236
3.2. La résilience proactive comme condition critique de la durabilité du développement urbain	237
Conclusion.	240
Bibliographie.	242
Chapitre 12 – LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, FACTEUR DE RÉSILIENCE DES TERRITOIRES ...	247
<i>Anne Musson, Jean-Marie Cardebat, Sandrine Gombert-Courvoisier, Laurence Harribey, Serge Marty, Francis Ribeyre et Bernard Sionneau</i>	
1. La méthodologie	249
1.1. Les sujets	249
1.2. Les modalités de l'entretien	249
1.3. L'entretien semi-directif	250
1.4. Le traitement des données	250
1.5. Le traitement du questionnaire	250
2. Quelle politique de résilience pour une sortie de crise réussie et la mise en place d'une attractivité durable?	251
2.1. La performance de l'entreprise et le développement durable.	251
2.2. La représentation de l'avenir	254
3. L'importance des critères liés au développement durable par rapport aux facteurs traditionnels d'attractivité.	257
3.1. Les firmes, les territoires et le développement durable	257
3.2. Les choix de localisation et le développement durable	259
Conclusion.	262
Bibliographie.	266

Chapitre 13 – VERS UNE POLITIQUE PUBLIQUE DE SOUTIEN À L'INNOVATION SOCIALE COMME PROCESSUS D'ENDOGENÉISATION DE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE?: LE CAS DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	267
<i>Nadine Richez-Battesti et Delphine Vallade</i>	
1. L'innovation sociale: des définitions multiniveaux.	269
1.1. L'innovation sociale: une définition non stabilisée, fonction des enjeux institutionnels.	270
1.2. L'approche des acteurs régionaux de l'économie sociale et solidaire: une innovation sociale entrepreneuriale.	273
2. L'innovation sociale dans la gouvernance locale: potentialités d'une réponse économique et politique en Languedoc-Roussillon.	276
2.1. Définition des intérêts collectifs locaux: une innovation sociale entrepreneuriale pour un développement économique endogène	277
2.2. La coconstruction de l'action publique: l'innovation sociale comme projet et comme méthode.	280
Conclusion.	283
Bibliographie.	284
Notices biographiques.	287

Liste des encadrés



Encadré I.1	Les quatre dilemmes territoriaux des territoires résilients.	7
Encadré 6.1	Les facteurs clés de succès pour la mise en œuvre d'une entreprise 2.0.	128
Encadré 6.2	Les freins et facteurs d'échec pour la mise en œuvre d'une entreprise 2.0 . . .	129
Encadré 6.3	Les facteurs clés de succès et bonnes pratiques des <i>clusters</i> interrogés	134
Encadré 6.4	Les freins et facteurs clés d'échec des <i>clusters</i> interrogés	135
Encadré 8.1	Verbatim des plus hautes instances de la République française à l'occasion du Grenelle de l'environnement	171
Encadré 13.1	Les dispositifs structurants inscrits dans le Programme régional d'innovation sociale	275

Liste des figures



Figure 1.1	Lille Métropole : une capitale régionale aux ambitions européennes.	35
Figure 2.1	Les trois âges de la métamorphose de la métropole nantaise.	44
Figure 4.1	Les cycles d'innovation et d'industrie à Grenoble.	91
Figure 5.1	La Franche-Comté, une région frontalière à l'est de l'espace français	105
Figure 5.2	Les secteurs susceptibles de comporter des activités microtechniques	115
Figure 5.3	Les établissements microtechniques francs-comtois selon l'enquête de 2008	117
Figure 5.4	Les types d'adaptation aux marchés dans les entreprises microtechniques franc-comtoises	118
Figure 5.5	Les types d'adaptation aux marchés dans les entreprises microtechniques franc-comtoises	119
Figure 5.6	Les obstacles à l'innovation dans les entreprises microtechniques franc-comtoises	122
Figure 7.1	La Bourgogne et ses cinq régions viticoles	149
Figure 7.2	La délimitation de l'AOC Crémant de Bourgogne	150
Figure 12.1	Performance de l'entreprise et DD.	253
Figure 12.2	Représentation de l'avenir	256
Figure 12.3	Firmes, territoires et DD	258
Figure 12.4	Localisation et DD	261

Liste des tableaux



Tableau I.1	Au cœur de la dynamique de résilience territoriale: les dilemmes territoriaux et leur résolution	8
Tableau 3.1	Types d'actifs spécifiques	72
Tableau 4.1	Entreprises avec des activités importantes de R-D localisées dans l'aire métropolitaine grenobloise	88
Tableau 4.2	Les maires de Grenoble: les scientifiques occupent l'Hôtel de ville	94
Tableau 6.1	Parallèle entre facteurs clés de succès d'une entreprise 2.0 et d'une grappe d'entreprises (<i>cluster</i>)	132
Tableau 6.2	Facteurs de réussite de l'entreprise 2.0 et de la grappe d'entreprises	137
Tableau 6.3	Risques et freins pour le développement d'une entreprise 2.0 et d'une grappe d'entreprises	138
Tableau 7.1	Évaluation du potentiel interne d'innovation des élaborateurs et recours à un laboratoire extérieur	157
Tableau 7.2	Les innovations des élaborateurs de crémant par type	159
Tableau 8.1	Principaux engagements pris dans le cadre du Grenelle de l'environnement	170
Tableau 8.2	Répartition par grands domaines des investissements (en Md€) prévus dans le cadre du Grenelle de l'environnement (2009-2020)	173
Tableau 8.3	Répartition par thématiques et modes de financement des investissements publics prévus dans le cadre du Grenelle de l'environnement (2009-2020)	174

Tableau 8.4	Les laboratoires d'excellence, les équipements d'excellence et les pôles de compétitivité verts	177
Tableau 8.5	Les filières stratégiques de la croissance verte dans lesquelles la France peut jouer un rôle.	179
Tableau 8.6	État d'avancement (au 20 juin 2011) de la publication des décrets d'application de la loi dite Grenelle 2	183
Tableau 10.1	Typologie des résiliences territoriales à partir des cas de la Silicon Valley, d'Israël et du Maroc	221
Tableau 12.1	Nature des politiques de résilience fondée sur le développement durable selon le type des entreprises présentes sur le territoire.	264

Introduction



Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy

*L'homme raisonnable s'adapte au monde;
l'homme déraisonnable s'obstine
à essayer d'adapter le monde à lui-même.
Tout progrès dépend donc de l'homme déraisonnable.*
George Bernard SHAW, *Maximes pour révolutionnaires*, 1903

*Je ne veux pas changer la règle du jeu,
je veux changer de jeu.*
André BRETON, *Œuvres complètes*, 3 tomes, 1988-1992-1999

Quelle que soit la période (et plus encore en ce début de XXI^e siècle), la mondialisation a fragilisé les territoires les moins flexibles, les moins agiles ou les moins accommodants. Dans son (re)déploiement, la mondialisation et ses principaux avatars (financiarisation, remise en cause des frontières de l'État, instabilité et crises, technicisme, etc.) tendent en effet à menacer ou à remodeler la plupart des territoires, sans distinction quant à leur nature (administrative, économique, sociale, linguistique, géographique, etc.) ou à leur échelle (pays, régions, villes, zones rurales, espaces naturels, etc.). Elle agit ainsi comme un rouleau compresseur qui brouille ou fait voler en éclats leurs frontières. La mondialisation tend alors à gommer les facteurs de spécificité (voire d'identité) des territoires en uniformisant les normes de production et de consommation ainsi que les modes de vie. Elle les soumet à des standards de productivité, à des critères

de performance et à des contraintes de compétitivité qui remettent en question des référents collectifs (sociaux, solidaires, environnementaux, culturels, etc.) que les territoires ont parfois mis des générations à construire, à institutionnaliser, à consolider et à faire progresser (cohésion sociale, qualité de vie et qualité de l'environnement, convivialité, solidarité, coopération, proximité, esprit d'entreprendre, mobilité, créativité, intégration des minorités, démocratie participative, préservation du patrimoine, etc.).

Délocalisations en chaîne, compétition (sociale, fiscale et environnementale) exacerbée, urbanisation anarchique ou suburbanisation (au Nord comme au Sud), migrations (économiques ou écologiques), dégradation de l'environnement et des espaces naturels, épuisement des ressources, atteintes croissantes à la biodiversité, délinquance, encombrement routier, inflation (prix, salaires, loyers), spéculation immobilière, etc., ne sont que quelques-uns des signes les plus visibles des atteintes portées par la mondialisation aux territoires, à leurs populations et à leurs écosystèmes.

Face à cette déferlante, les territoires voient leurs facteurs endogènes de cohérence et de stabilité bousculés, leurs valeurs et sources d'identité menacées ou érodées et leurs leviers internes de développement économique, social, politique et culturel brutalement soumis à des jeux de contraintes et de pressions dont ils n'ont plus tout à fait la maîtrise.

Ces menaces et contraintes sont réelles, et de nombreux territoires urbains ou ruraux subissent aujourd'hui de plein fouet les effets déstructurants (et parfois irréversibles) de la mondialisation, dont les retombées positives manifestes (baisse des prix des produits manufacturés, débouchés nouveaux, diversité culturelle, etc.) ne compensent plus désormais les déséquilibres collatéraux qu'elle engendre. Désindustrialisation ou marginalisation pour les uns, désertification ou reconversion brutale (ou trop tardive) pour les autres, ou encore hypertrophie urbaine pour certains, les territoires sont aujourd'hui traversés par de multiples déséquilibres qui les fragilisent et les mettent souvent en concurrence frontale pour attirer ou, à tout le moins, maintenir des activités (économiques, touristiques, culturelles, etc.), des personnes (salariés, entrepreneurs, créatifs, jeunes, retraités, etc.) et des capitaux (financiers et humains). La mondialisation fait ainsi basculer de nombreux territoires dans un «équilibre instable en perpétuel mouvement» – pour reprendre les mots de Christine Liefoghe dans le premier chapitre de cet ouvrage – qui tend à les éloigner d'un développement véritablement durable ou soutenable.

Cependant, l'expérience de ces vingt ou trente dernières années montre que certains territoires s'en sortent mieux que d'autres en résistant, en s'adaptant, voire en se réinventant face à la mondialisation et à la concurrence de plus en plus forte de certains territoires émergents. La littérature économique et géographique regorge ainsi d'exemples de territoires «modèles» ayant réussi leur mue territoriale. Les agglomérations lilloise, bordelaise, lyonnaise, montpelliéraine ou encore rennaise en France, les cas de Boston, Chicago ou Portland aux États-Unis, Montréal et Toronto au Canada, Munich, Berlin, Leipzig et Brême en Allemagne, Sheffield et Belfast au Royaume-Uni,

Bilbao ou Barcelone en Espagne, la région du Kansai au Japon, parmi d'autres villes ou régions un peu partout dans le monde, représentent des exemples particulièrement parlants de mutations territoriales réussies.

De fait, si la mondialisation se joue des territoires, certains territoires semblent mieux armés ou aptes que d'autres pour « jouer » avec la mondialisation. Ces territoires tentent ainsi non seulement d'en limiter les effets déstabilisants ou destructeurs, mais également de saisir les opportunités que la mondialisation peut offrir (souvent au détriment d'autres territoires, parfois proches ou même voisins), voire de participer activement à certains de ses axes de déploiement. Autrement dit, les territoires ne sont pas irrémédiablement inhibés, démunis ou inertes face à la mondialisation. Pour paraphraser la théorie des organisations, qui considère que l'entreprise est capable de gérer, dans une certaine mesure, les facteurs contextuels et les relations externes qui affectent son fonctionnement interne et ses performances (Cyert et March, 1963 ; March, 1981), on peut admettre que le territoire est également plus ou moins en mesure de « négocier avec son environnement », en particulier dans des contextes (technologiques, financiers, géopolitiques, etc.) particulièrement turbulents. Ces territoires semblent ainsi dotés d'une capacité de résistance, d'adaptation, d'ajustement, voire d'anticipation aux chocs (endogènes ou exogènes) qui peuvent les toucher (changement technologique ; crise économique, financière, immobilière, sociale ou politique ; concurrence internationale ; catastrophe naturelle, écologique, industrielle ou épidémiologique ; guerre ou révolution ; changement climatique ; etc.). Ces territoires font ainsi preuve d'une **capacité de résilience territoriale** particulièrement développée en parvenant à construire, dans un contexte de mondialisation exacerbée, de nouvelles trajectoires de développement socioéconomique et culturel.

La notion de résilience¹ appliquée aux territoires est relativement récente, alors même que, dans les sciences « dures » (en particulier dans les sciences de l'ingénierie, en chimie et en écologie), elle est utilisée depuis plusieurs décennies. Dans ces disciplines, la résilience définit la capacité d'un système (matériau, écosystème, espèce animale, population) à revenir à un niveau d'équilibre – qui n'est pas toujours l'état initial, ni forcément un équilibre unique (Hill *et al.*, 2008 ; Christopherson *et al.*, 2010) – après une perturbation (unique ou répétée) qui peut prendre différentes formes (choc, stress, catastrophe, *disruption*, transformation, etc.) (Aschan-Leygonie, 2000 ; Vale et Campanella, 2005 ; Pendall *et al.*, 2010 ; Simmie et Martin, 2010). Elle est également parfois définie comme la capacité d'un système à adapter ou à modifier sa fonction ou sa structure, quitte quelquefois à se reconstituer en un nouveau système (Swanstrom *et al.*, 2009 ; Christopherson *et al.*, 2010 ; Pendall *et al.*, 2010 ; Simmie et Martin, 2010). La notion de

1. Il est à noter ici que, bien que parfois proches, les notions de résilience et de soutenabilité ne sont pas synonymes. Un système résilient (à court terme) peut ne pas être soutenable (à long terme), tandis qu'un système durable (sur une longue période) peut « perdre » sa résilience et ne pas être capable d'affronter un nouveau choc.

résilience peut enfin désigner, comme cela est le cas dans le domaine informatique, la capacité d'un système à continuer à fonctionner en dépit d'anomalies (bogues, pannes, etc.) liées aux défauts de ses éléments constitutifs (Anaut, 2005).

Dans les sciences sociales et humaines (et notamment en psychologie ou en ethnologie), la résilience désigne plutôt la capacité d'un individu (ou d'une communauté) à se reconstruire, à ne plus se victimiser et à rebondir après un traumatisme (abandon, deuil, maltraitance, violence physique, psychologique ou sexuelle, guerre, catastrophe naturelle ou technologique, etc.), une maladie grave ou une dépression nerveuse (voir notamment Cyrulnik, 1999). En économie et en gestion, la résilience désigne la capacité des entreprises (ou des organisations au sens large) à s'adapter à leur environnement généralement turbulent (Hamel et Välikangas, 2003).

Appliquée aux territoires, la notion de résilience recouvre une double réalité. La **résilience territoriale** désigne, d'une part, cette aptitude qu'ont certains territoires à générer en leur sein (auto-organisation) des capacités de résistance et d'adaptation (défensives) au changement, leur permettant ainsi de maintenir ou de retrouver les bases de leur développement et de leur spécificité face à des chocs plus ou moins brutaux. On dit alors que ces territoires acquièrent une **résilience statique** (Hamdouch *et al.*, 2012). Cette forme de résilience permet aux territoires qui en sont dotés de revenir à un certain équilibre après avoir « absorbé » – pour reprendre l'expression de Béatrice Quenault dans le chapitre 11 de cet ouvrage – le choc qui les a touchés (Dauphiné, 2007 ; Christopherson *et al.*, 2010 ; Pike *et al.*, 2010 ; Simmie et Martin, 2010). Ces territoires résilients sortent ainsi de l'inertie (spatiale) dans laquelle le changement tend, bien souvent, à les enfermer (Baudelle et Pinchemel, 1986)².

La notion de résilience territoriale désigne, d'autre part, la capacité de certains territoires à inventer et à déployer de nouvelles ressources, capacités ou valeurs – sans pour autant et nécessairement renier les ressources existantes, traditionnelles ou héritées du passé – leur permettant de bifurquer et ainsi de s'insérer avantageusement dans une dynamique (vertueuse) de transformation impulsée par l'évolution de leur environnement. On dit alors que ces territoires développent une **résilience dynamique** (Hamdouch *et al.*, 2012). Cette forme de résilience caractérise ainsi la capacité d'adaptation (parfois proactive), d'apprentissage, de transformation ou de re-création des territoires face aux circonstances changeantes de leur environnement et leur habileté à s'ajuster aux chocs extérieurs (Christopherson *et al.*, 2010 ; Pendall *et al.*, 2010 ; Pike *et al.*, 2010). Simmie et Martin (2010) vont même plus loin en affirmant que certains territoires semblent capables de s'adapter en permanence aux changements qui les affectent (voir aussi le point de vue similaire de Jacques Fache dans le chapitre 2 de cet ouvrage). L'histoire de la ville de Boston – qui a su se réinventer à trois reprises depuis sa formation en 1630

2. Cette inertie spatiale, dont sont victimes bon nombre de territoires, résulte bien souvent d'une sorte de myopie institutionnelle (Hamdouch *et al.*, 2012) qui fait que les acteurs clés du territoire nient (*ex ante*) toute forme d'évidence (*ex post*).

(Glaeser, 2005) – illustre parfaitement cette résilience dynamique permanente dont sont dotés de nombreuses villes ou régions (pour d'autres exemples, voir Hurriot et Bourdeau-Lepage, 2009).

Cette double dimension (statique *vs* dynamique) est essentielle pour la compréhension de la notion même de résilience territoriale (Hassink, 2010). Celle-ci doit en effet être pensée comme un processus spatiotemporel qui s'inscrit dans le temps long (historique et institutionnel) ne se limitant pas à un moment (c.-à-d. celui du choc qui en est à l'origine) ou à un espace (c.-à-d. celui du territoire impacté), ni même à ses seules conséquences (c.-à-d. les origines du choc comptent également) (Hamdouch *et al.*, 2012). Dans la plupart des travaux qui lui sont consacrés, la notion de résilience territoriale est en effet souvent perçue dans une optique foncièrement statique, alors même que les territoires résilients suivent des dynamiques « dépendantes d'un sentier » ou « *path dependent* » (c'est-à-dire modelées et contraintes par leur forme historique d'évolution) et empruntent donc des trajectoires de résilience qui diffèrent fortement selon l'échelle spatiale considérée (locale, régionale, nationale, transnationale), le contexte (économique, social, institutionnel et culturel), la temporalité (lente *vs* rapide) et l'orientation des choix des acteurs (Christopherson *et al.*, 2010; Pendall *et al.*, 2010; Hamdouch *et al.*, 2012). La nature (économique, technologique, géopolitique, etc.), l'intensité (choc ou stress incrémental ou radical) et le rythme (choc unique ou stress répété) des perturbations qui affectent les territoires semblent également compter – dans la mesure où ils affectent la nature de la réponse résiliente que ces territoires y apportent (Aschan-Leygonie, 2000; Polèse, 2010).

La plupart des approches traitant de la résilience territoriale en ont ensuite une conception essentiellement économique. La résilience se mesure ainsi par la capacité du territoire à améliorer son attractivité/compétitivité et la performance économique de ses acteurs (comme le souligne Béatrice Quenault dans le chapitre 11). Or, d'autres dimensions (sociales, culturelles, environnementales, etc.) doivent également être prises en compte. Plusieurs contributeurs de cet ouvrage (voir notamment les chapitres 4 et 13) insistent ainsi sur le fait que la résilience territoriale peut également viser à limiter les phénomènes de ségrégation et de délitement sociospatiaux (sur ce point, voir aussi Pecqueur et Rousier, 2005).

Cette approche duale de la résilience territoriale impose enfin de repenser la notion même de territoire. Christine Liefooghe le montre bien dans le chapitre 1, les territoires doivent être vus comme des systèmes complexes relativement ouverts (sur l'extérieur) et en interaction constante (avec leur environnement et les autres territoires). Plus fondamentalement, un territoire résilient peut se voir comme une « sorte d'écosystème local souple », partie intégrante d'une « composante du système mondialisé plus général » (pour reprendre les mots de Jacques Fache dans le chapitre 2).

C'est pourquoi l'expression concrète de la « résilience territoriale » (autant dans sa dimension statique que dynamique) doit être repensée comme étant à la fois multi-forme et idiosyncrasique (Pike *et al.*, 2010; Hamdouch *et al.*, 2012). Tout d'abord, parce

qu'elle repose sur des processus et des trajectoires (historiques, institutionnelles, culturelles, socioéconomiques, stratégiques, géographiques) propres aux territoires considérés. Ainsi, les effets de dépendance de sentier (ou de « *path dependency* » selon laquelle l'histoire compte), les effets de rente (industrielle, agricole, cognitive, administrative, etc.), les effets de frontières (plus ou moins poreuses) ou d'agglomération, de même que les effets d'inertie (spatiale, économique, politique, etc.), se manifestent de manière plus ou moins prégnante selon les territoires et leur nature, et donc ouvrent des possibilités plus ou moins étendues de déverrouillage de trajectoire (Christopherson *et al.*, 2010; Pike *et al.*, 2010; Simmie et Martin, 2010; Wolfe, 2010). Ensuite, parce que la résilience d'un territoire dépend tout autant de ses ressources existantes (qu'il s'agira de préempter, protéger, mobiliser ou cultiver) que de sa capacité à créer (ou à acquérir) de nouvelles ressources et compétences pouvant soutenir une nouvelle trajectoire de développement territorial (Pendall *et al.*, 2010; Simmie et Martin, 2010). Enfin, parce que la résilience d'un territoire fait intervenir des jeux (stratégiques, politiques, institutionnels, etc.) d'acteurs (à l'intérieur et à l'extérieur du territoire) et des volontés de coopération et d'action stratégique variés d'un territoire à l'autre. La dynamique de résilience d'un territoire repose en effet de manière cruciale sur l'orientation (passée et actuelle) des engagements (choix et non-choix) opérés par les acteurs locaux et extra-locaux clés du territoire (grandes entreprises, PME, entrepreneurs, État, collectivités locales, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, organismes de financement, organisations d'économie sociale et solidaire, citoyens, etc.), sur les degrés de liberté stratégique dont ils disposent (individuellement et collectivement), sur la nature et la qualité des réseaux (interpersonnels, interorganisationnels, formels, informels) qui structurent leurs relations (Pike *et al.*, 2010). Dans ce cadre, la stratégie de résilience mise en œuvre au sein d'un territoire est souvent coconstruite – pour reprendre l'expression de Nadine Richez-Battesti et Delphine Vallade dans le chapitre 13 (voir aussi les chapitres 1, 2, 4, 7 et 10) – par l'ensemble des acteurs (locaux et extralocaux) moteurs du territoire. La dynamique de résilience territoriale dépend enfin de la capacité du territoire à « se repositionner sur la carte » (par rapport aux territoires « concurrents » ou complémentaires), en particulier dans un environnement de plus en plus globalisé et ouvert (Hamdouch *et al.*, 2012).

Dans cette perspective (*dépendante d'un sentier*, multiforme et multiéchelle), la dynamique (ou trajectoire) de résilience suivie par un territoire dépend donc, en grande partie, de son histoire singulière, mais surtout de la manière dont les acteurs qui le composent résolvent ce que nous avons appelé dans une précédente recherche (voir Hamdouch *et al.*, 2012) des dilemmes territoriaux (encadré I.1). La diversité des options offertes aux territoires pour résoudre chacun de ces quatre dilemmes territoriaux (tableau I.1) fait ainsi de chaque territoire un cas presque unique dans la mesure où il se caractérise par des contextes, des temporalités, des espaces et des choix d'acteurs

◆ Encadré 1.1 Les quatre dilemmes territoriaux des territoires résilients

Dilemme territorial n° 1: la définition du cœur de différenciation du territoire

Les acteurs « moteurs » du territoire résilient doivent ici identifier et renforcer ce qui fait la spécificité du territoire, son attractivité et ses atouts (naturels ou construits, existants ou à créer). Il convient également de s'interroger sur la nature des forces d'inertie à l'œuvre au sein du territoire (infrastructures matérielles, institutions, culture, représentations collectives, etc.) et sur ses faiblesses (conjoncturelles et structurelles). Ce premier dilemme territorial appelle différentes réponses selon que les acteurs clés du territoire cherchent à s'appuyer sur des ressources ou sur des activités existantes (voir les chapitres 3, 5 et 7), à favoriser le développement endogène de nouveaux champs d'activités et de compétences (voir les chapitres 4, 8 et 10), à attirer de l'extérieur des entreprises, des résidents, des sources de revenus (touristes, retraités, créatifs, etc.) (voir les chapitres 9 et 10) ou, encore, à trouver des combinaisons praticables de ces différentes options (voir les chapitres 1, 2, 10, 11, 12 et 13).

Dilemme territorial n° 2: les stratégies que les acteurs du territoire sont prêts et en mesure de déployer

Les acteurs clés du territoire doivent ici déterminer s'ils souhaitent s'adapter aux chocs (stratégie de résilience statique) ou, au contraire, s'ils préfèrent jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de la mondialisation (stratégie de résilience dynamique). Dans le premier cas, il s'agit de protéger le territoire des effets de la mondialisation. Dans ce cadre, la stratégie mise en œuvre par les acteurs moteurs du territoire vise à préserver (de manière défensive et routinière) un cadre local basé sur des aménités, des traditions, des terroirs, des idiosyncrasies locales (pour reprendre l'expression développée par Bruno Moriset dans le chapitre 4), etc. Bien souvent, les bifurcations menées par ces territoires visent simplement à enrayer ou à atténuer leur déclin. Dans le second cas, il s'agit plutôt de projeter le territoire dans le jeu de la mondialisation et de tenter d'en saisir les opportunités. Ici, les acteurs clés du territoire cherchent à rompre avec l'ordre existant en inventant de nouveaux modes (urbains, périurbains ou ruraux) résidentiels et d'activités. Ces stratégies de résilience peuvent alors prendre plusieurs formes (éventuellement combinées), comme l'illustre la variété des cas étudiés dans les différents chapitres de l'ouvrage: développement de secteurs et de *clusters* fondés sur la R-D (voir les chapitres 1, 4, 5 et 10); bifurcation territoriale en direction des services (voir les chapitres 1, 2 et 3), des industries traditionnelles et de l'énergie (voir le chapitre 3), de la logistique (voir le chapitre 9) ou des industries créatives (voir le chapitre 1); intégration des communautés et mise en valeur de la cohésion sociale, de la qualité de vie, des produits et de l'environnement, de la convivialité, de la solidarité ou de la proximité (voir les chapitres 7 et 13); recherche d'un équilibre viable à long terme entre les trois piliers du développement durable (voir les chapitres 8, 11 et 12), etc.

Dilemme territorial n° 3: le degré d'ouverture du territoire résilient

Le degré d'ouverture du territoire sur l'extérieur apparaît comme un troisième choix déterminant dans la nature de la dynamique de résilience territoriale retenue par les acteurs moteurs du territoire (voir notamment les chapitres 2, 3, 4, 7, 9 et 10). À cet égard, trois grandes options s'offrent à eux (Depret et Hamdouch, 2009, 2011). Ils peuvent ainsi jouer la carte de la compétition ou de l'autonomie (Hudson, 2010). Dans ce cadre, le territoire privilégie des stratégies d'ancrage et de cohésion locale des acteurs (logique de proximité) par l'intermédiaire de réseaux essentiellement locaux et stables (logique centripète). Au contraire, les territoires peuvent chercher à coopérer avec d'autres territoires complémentaires en bâtissant et en entretenant des réseaux ouverts, multiéchelles et évolutifs (logique centrifuge). Les territoires peuvent enfin rechercher une voie médiane en articulant les deux précédentes dynamiques (logique du « glocal »).

Dilemme territorial n° 4: la temporalité et le rythme de la dynamique de résilience

La dynamique de résilience suivie par un territoire est la quatrième question clé qui se pose aux acteurs. La vitesse (lente ou plus rapide) de mise en œuvre et l'horizon temporel (court, moyen ou long terme) des stratégies de résilience territoriale déployées ont en effet leur importance (voir le chapitre 2). C'est sur le temps long qu'il convient d'évaluer (et de réévaluer ponctuellement) les conséquences (*ex post*) de ces stratégies (voir notamment les chapitres 1, 2, 3, 4, 5 et 10), en particulier parce que la plupart d'entre elles peuvent produire des effets non désirés (voir le chapitre 11), tandis que certaines des conséquences des stratégies privilégiées ne peuvent pas être anticipées *ex ante* (Fromageot *et al.*, 2006).

Source : Adapté de Hamdouch *et al.* (2012).

Tableau 1.1

Au cœur de la dynamique de résilience territoriale: les dilemmes territoriaux et leur résolution

Nature des dilemmes territoriaux	Champ des possibles		
Cœur de différenciation du territoire	Spécialisation		Diversification
Stratégie idiosyncrasique	Adaptation/ convergence	Réaction/ divergence	Proaction
	Routinière		De rupture
Degré d'ouverture du territoire	Concurrence	Coopétition	Coopération
	Proximité		Mobilité/nomadisme
	Local	Glocal	Global
	Force centripète		Force centrifuge
Rythme et temporalité du changement	Adaptation lente		Adaptation rapide
	Court terme	Moyen terme	Long terme

Source : Adapté de Hamdouch *et al.* (2012).

différenciés, et, *in fine*, par des trajectoires spécifiques. Ce sont précisément ces **trajectoires de résilience territoriale** que cet ouvrage collectif tente de cerner, de caractériser et de comparer³ dans différents contextes géographiques et institutionnels.

Pour cela, nous nous appuyons sur treize contributions dont la complémentarité résulte de plusieurs caractéristiques ou « intersections ». Tout d'abord, ces contributions proviennent de différents champs disciplinaires. La question de la mondialisation, de

3. Dans cette optique, une approche comparative raisonnée (c.-à-d. ne comparer – dans l'espace et dans le temps – que ce qui est raisonnablement comparable et expliquer de manière argumentée ce qui ne l'est pas) sera systématiquement privilégiée dans cet ouvrage.

ses effets et des stratégies (de résilience) pour y faire face impose en effet un traitement mobilisant des connaissances, des notions et des méthodes issues de différentes disciplines des sciences sociales et humaines (économie, sociologie, géographie, aménagement de l'espace et urbanisme, sciences de gestion, sciences de l'information et de la communication, etc.).

En outre, une partie importante des contributeurs de cet ouvrage ont pris part à deux colloques internationaux, organisés par le Réseau de recherche sur l'innovation, sur deux thèmes fondamentaux et complémentaires liés à la mondialisation et à ses effets territoriaux : l'un centré sur le thème du travail, du capital et du savoir dans la mondialisation (Grenoble, 18 et 19 mars 2010), le second sur l'environnement, l'innovation et le développement durable comme nouveau paradigme techno-économique potentiel (Marseille, 7 et 8 octobre 2010).

Enfin, la vision de la résilience territoriale qu'en ont les différents auteurs de cet ouvrage collectif est résolument positive. La mondialisation y est vue, bien entendu, comme un choc, une menace ou un phénomène perturbateur impactant les territoires, mais elle y est également décrite comme un levier permettant aux différents territoires résilients étudiés de se reconstruire et de rebondir.

De ce point de vue, les contributions rassemblées ici vont à l'encontre des thèses déclinistes, voire rétrogrades, des pourfendeurs d'une mondialisation qui serait (nécessairement) malheureuse (Artus et Virard, 2008; N. Klein, 2010) ou, encore, des tenants d'une démondialisation supposée salvatrice (Bello, 2011; Lordon, 2011; Montebourg, 2011; Sapir, 2011). Les différents auteurs de cet ouvrage défendent, au contraire, l'idée d'une « autre mondialisation » – pour reprendre le titre de l'ouvrage collectif dirigé par J.-L. Klein (2012) – endogène et se construisant « par le bas ». Cette mondialisation est en effet à la fois non (totalement) subie mais aussi portée par les territoires et les acteurs locaux, et non plus seulement ou essentiellement par les États, les grands groupes mondiaux, les marchés (notamment financiers) et les institutions ou organisations internationales.

L'ensemble des contributeurs de cet ouvrage y défendent également l'hypothèse selon laquelle les territoires durablement résilients (c.-à-d. s'appuyant sur une dynamique de différenciation et d'ouverture sur l'extérieur par l'échange, la coopération ou la complémentarité) sont ceux qui jouent un rôle actif dans le déploiement de la mondialisation et qui peuvent en bénéficier en retour pour consolider leurs capacités futures de résilience. L'idée selon laquelle une résilience territoriale soutenable nécessite une gouvernance à la fois collective (densité et qualité des réseaux locaux et extralocaux, concertation et engagements réciproques des acteurs, coconstruction de la stratégie de résilience par l'ensemble des acteurs, etc.), proactive (être capables, pour les acteurs, de se projeter dans l'avenir pour repenser le territoire), pragmatique (gérer intelligemment les opportunités et les contraintes non anticipées) et réaliste (éviter la recherche de miracles, la confection de chimères et les ambitions politiques hasardeuses) se retrouve également en filigrane dans la plupart des contributions constituant cet ouvrage.

Dans cette optique, cet ouvrage est structuré en quatre parties et treize chapitres.

La **première partie** est consacrée aux dynamiques de résilience mises en œuvre dans trois territoires français (notamment autour de villes ou métropoles comme Lille, Nantes et Dunkerque) situés dans deux régions à la tradition industrielle fortement ancrée (le Nord-Pas-de-Calais et les Pays-de-la-Loire). Ces régions se sont en effet engagées, depuis plusieurs années, dans des stratégies de reconversion/redynamisation territoriale afin de reconverter leur tissu industriel local et de développer des activités dans de nouveaux domaines (services de proximité à faible valeur ajoutée, services supérieurs, santé, technologies de l'information et des communications, culture, industrie, énergie, etc.). Les trois contributions de cette partie soulignent toutes le temps nécessairement long, non linéaire et structurant dans lequel s'inscrit la dynamique de résilience territoriale ainsi que l'inertie des structures (économiques, sociales et politiques) et des actifs spécifiques territoriaux face au changement. Les auteurs insistent également sur le rôle fondamental des jeux stratégiques entre les acteurs clés du territoire (notamment l'État et certaines collectivités locales) dans la dynamique de résilience.

Dans le **chapitre 1**, Christine Liefoghe montre que la stratégie de résilience mise en œuvre dans la région du Nord-Pas-de-Calais (de manière générale, et plus particulièrement autour de la métropole lilloise) doit s'analyser non pas au regard du contexte récent, mais davantage comme une étape supplémentaire dans la longue histoire mouvementée de cette région et des acteurs qui la composent. Christine Liefoghe met également le doigt sur les forces d'inertie (historique et actuelle; industrielle, institutionnelle et stratégique) qui imprègnent les territoires de la région et qui guident à la fois le rythme et l'orientation des formes de résilience qui s'y déploient. Le poids des jeux d'acteurs est au cœur de ce premier chapitre qui prend plus racine dans la conception psychologique ou ethnologique de la notion de résilience que dans sa traditionnelle conception scientifique « dure ».

Dans le **chapitre 2**, Jacques Fache s'intéresse à la reconversion industrielle apparemment réussie de la ville de Nantes. Port de l'Atlantique particulièrement marqué par le déclin de son industrie navale et métallurgique et par les restructurations de son secteur agroalimentaire, Nantes est aujourd'hui une métropole dominante du Grand Ouest de la France aux ambitions désormais européennes. Nantes possède ainsi *a priori* tous les atouts de la métropole résiliente qui a su s'adapter et absorber la mutation économique et sociale brutale des années 1980. Cette réalité est toutefois à relativiser. Comme l'explique bien Jacques Fache, la reconversion industrielle de Nantes a été très progressive, tant la « greffe tertiaire supérieure » a été lente à prendre (résistance des entreprises locales; inertie institutionnelle locale, régionale et nationale, etc.). Jacques Fache souligne enfin le poids de l'État français – qui a su impulser une dynamique vertueuse relayée ensuite par les acteurs locaux – et des acteurs exogènes (capitaux étrangers, entreprises basées dans d'autres régions, subsides européens, etc.) dans la trajectoire de résilience suivie par Nantes. Il appelle ainsi à un renouvellement de la

notion traditionnelle (endogène et relativement statique) de résilience territoriale qui prenne davantage en compte l'intégration croissante des territoires à une économie devenue globale, ainsi que la diversité des trajectoires qu'ils peuvent suivre avec le temps.

Le **chapitre 3** est consacré à la dynamique entrepreneuriale mise en œuvre à Dunkerque dans le nord de la France. À travers le cas de cette ville industrialo-portuaire particulièrement touchée par la crise et la mondialisation, Sophie Boutillier, Blandine Laperche et Dimitri Uzunidis nous montrent que, si la résilience territoriale peut passer par des politiques d'entrepreneuriat, les choix industriels effectués depuis la Seconde Guerre mondiale et la spécificité des actifs territoriaux (compétences, ressources financières, humaines ou naturelles, connaissances, routines, infrastructures, etc.) de Dunkerque sont, en réalité, peu propices à la création d'entreprises nouvelles et à l'émergence de nouvelles activités susceptibles de prendre le relais des entreprises industrielles traditionnelles (lourdes). Les auteurs soulignent ainsi que les dépendances de sentier (*path dependencies*) contraignent fortement les trajectoires de résilience suivies (ou subies) par les territoires. Ils montrent également qu'un territoire souffrant d'un déficit d'« énergie entrepreneuriale » peut difficilement faire preuve de résilience. Ce territoire « peu entreprenant » se retrouve en effet comme enfermé dans une dynamique appauvrissante qui annihile toute velléité entrepreneuriale, renforçant ainsi les effets de verrouillage (*lock-in*) à la fois industriel (spécialisation), cognitif (mentalités) et institutionnel (conservatisme industrialisant) du territoire.

La **deuxième partie** met l'accent sur des formes de résilience fondées sur les logiques d'innovation (technologiques, numériques et agroalimentaires ; de produit, de *process* ou organisationnelle) et de mise en réseau (clusterisation) des acteurs territoriaux clés (acteurs industriels ou scientifiques, entreprises, personnel politique, etc.). C'est précisément cette capacité des acteurs clés de ces *clusters* à coévoluer et à construire ensemble un projet commun (en suivant souvent la vision d'individus moteurs) qui constitue, selon les différents contributeurs de cette partie, un des éléments clés de la stratégie de résilience des *clusters* étudiés. Les contributeurs montrent également que, loin d'enfermer les territoires dans leur passé (routines, inertie) ou dans leurs frontières (topographiques), ces formes de résilience territoriale leur permettent aussi de s'ouvrir au monde (nouveaux débouchés, collaborations avec des acteurs d'autres territoires, etc.).

Dans le **chapitre 4**, Bruno Moriset retrace l'histoire contemporaine récente du *cluster* industriel et scientifique grenoblois, aujourd'hui second centre français de R-D, et parmi les leaders mondiaux des micro/nanotechnologies. Il nous dévoile ainsi comment la ville de Grenoble, jadis capitale de la ganterie, a su se réinventer, à la fin du XIX^e siècle puis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en dépit d'une situation géographique *a priori* peu propice à l'innovation et aux hautes technologies. Bruno Moriset nous montre, plus fondamentalement, comment la stratégie de résilience mise en œuvre au sein du *cluster* grenoblois a non seulement pris les traits d'une résilience

dynamique, mais a également été cumulative au gré des révolutions technologiques successives (papeterie, hydroélectricité, mécanique, électronique, informatique, micro-électronique, nanotechnologies) que les acteurs moteurs du *cluster* sont parvenus à suivre.

Dans le **chapitre 5**, Edwige Dubos-Paillard et Sophie Carel rendent compte de la politique de résilience mise en œuvre de manière volontariste par les institutions et les organismes locaux responsables du développement économique de la région française de Franche-Comté. Elles soulignent ainsi comment l'industrie horlogère locale, qui n'avait pas su se reconvertir au moment de l'arrivée des montres à quartz (dans les années 1960 et 1970), est parvenue (par la suite) à faire preuve de résilience en appliquant son savoir-faire territorial dans les microtechniques (c.-à-d. celles relatives à la maîtrise du petit et du précis) à d'autres domaines que l'horlogerie (automobile, électronique, lunetterie, santé, etc.). Edwige Dubos-Paillard et Sophie Carel montrent aussi comment cette stratégie de résilience dynamique s'est progressivement construite autour des trois axes clés que sont la formation (diversification de l'offre professionnelle et technologique), la R-D (création d'un laboratoire de R-D dédié aux microtechniques) et le développement économique et collaboratif (pôles de compétitivité et mise en réseau des acteurs, incubateur, programmes de recherche, aides à l'innovation, etc.).

Dans le **chapitre 6**, Stéphane Gorla et Audrey Knauf tentent d'établir une analogie entre les notions de Web 2.0, d'entreprise 2.0 et de territoire 2.0, dont le point commun est de faire la part belle aux outils collaboratifs et aux processus d'intelligence (numérique, économique ou territoriale) collective. Ils y défendent ainsi l'hypothèse selon laquelle la mondialisation agit à la fois comme une force exerçant une pression, mais aussi comme un levier à actionner afin de saisir les multiples opportunités qu'elle peut offrir. Dans ce contexte mondialisé, Stéphane Gorla et Audrey Knauf montrent que les territoires n'ont pas d'autre choix que de s'adapter en se dotant de nouveaux outils collaboratifs (*clusters*, technologies du Web 2.0, etc.). Comme le prouve leur enquête auprès d'une dizaine de grappes d'entreprises françaises, ces outils collaboratifs contribuent en effet à améliorer la visibilité des « territoires 2.0 », à renforcer la mise en valeur de leurs ressources spécifiques, à favoriser les échanges et la production de connaissances en leur sein... et, au final, à rendre leurs politiques de résilience territoriale plus efficaces.

Dans le **chapitre 7**, Michel Martin et Corinne Tanguy s'intéressent à une forme particulière de *clustering* à travers le cas des filières sous signes de qualité (c.-à-d. régies par des appellations d'origine contrôlée ou protégée) au sein de terroirs fragilisés par la mondialisation. Dans le secteur agroalimentaire, comme dans les filières technologiques ou intensives en R-D (voir les chapitres 1, 4, 5, 8 et 10), la mise en réseau des acteurs et leur organisation sous forme de *clusters* (notion qui englobe ici les notions proches de districts, de milieux et de systèmes productifs locaux) constituent en effet aussi une forme de résilience mobilisée par les territoires à dominante rurale. Ceux-ci y voient alors une formidable possibilité de valoriser leurs ressources territoriales

spécifiques (terroirs, produits de qualité, traditions, compétences ancestrales, valeurs, etc.) et d'innover (produits, techniques de production ou de commercialisation, règles de coordination, etc.) par un projet collectif qui tend à fédérer l'ensemble des acteurs de la filière sur le territoire.

La **troisième partie** se focalise sur des territoires engagés dans des stratégies visant à faire de la mondialisation le levier de leur attractivité future. Les formes de résilience territoriale mises en œuvre dans chacun des cas étudiés ici (politiques de croissance verte en France ; « glocalisation » des chaînes logistiques à l'échelle de la planète ; spécialisation au sein d'une même filière industrielle dans la Silicon Valley, proximité identitaire et culturelle en Israël, aides publiques et valorisation des ressources locales au Maroc) contribuent alors à une redistribution des cartes au niveau international entre les territoires résilients... et les autres.

Dans le **chapitre 8**, Marc-Hubert Depret et Abdelillah Hamdouch rendent compte de la politique de croissance verte menée en France depuis 2007. Ils y défendent l'idée selon laquelle les technologies vertes ou propres constituent probablement un facteur majeur de résilience qui pourrait permettre à la France de rester dans la course ou, à tout le moins, d'asseoir son développement économique sur des bases plus durables. Marc-Hubert Depret et Abdelillah Hamdouch soulignent cependant que les conditions (industrielles, institutionnelles et financières) requises pour une transition vers une économie française plus écologique ne sont pas encore réunies. La stratégie française de résilience en faveur des filières vertes n'est toutefois pas forcément vouée à l'échec (malgré un retard par rapport à ses plus proches concurrents), à condition cependant d'en redéfinir clairement et durablement les orientations et les moyens.

Dans le **chapitre 9**, Christine Belin-Munier montre que la globalisation des chaînes logistiques ne constitue pas uniquement une menace pour les territoires susceptibles de voir certaines de leurs activités plus facilement délocalisées. Elle développe en effet l'idée que les chaînes logistiques globales ont une double dimension (à la fois locale et globale) qui impose un pilotage extrêmement fin et des modes de coordination (entre des fournisseurs éloignés comme proches géographiquement) relativement complexes à mettre en œuvre. Or, c'est cette dualité des chaînes logistiques globales qui impose aux entreprises globales de s'appuyer sur des implantations locales (qui travaillent ainsi en flux tirés), pour réduire les coûts logistiques, augmenter leur réactivité et renforcer leur proximité vis-à-vis de leur clientèle locale. Certains territoires peuvent ainsi faire de cette dualité un levier de leur stratégie de résilience.

Dans le **chapitre 10**, Christophe Assens et Yoni Abittan développent l'idée selon laquelle la dynamique de résilience des territoires dépend également de la nature et de la qualité des réseaux, *clusters* ou pôles d'activités qui les structurent. S'appuyant sur trois études de cas (Silicon Valley aux États-Unis, Israël et Maroc), les auteurs soulignent combien les effets de réseaux (interpersonnels, interorganisationnels, institutionnels ; formels, informels) contribuent à libérer la créativité humaine et la « sérendipité », à favoriser la diffusion des connaissances, à instaurer une confiance mutuelle entre les

acteurs et à développer l'innovation technologique au sein des territoires qui mobilisent ces réseaux et les entretiennent durablement. Yoni Abittan et Christophe Assens montrent enfin que les trajectoires de résilience sont multiples et que les stratégies mises en œuvre en Californie, en Israël et au Maroc diffèrent sensiblement les unes les autres (malgré de nombreux points communs). Dans ce cadre, la diversité des formes de résilience s'explique autant par des facteurs de contingence historique que par les spécificités socioculturelles et identitaires (« l'ADN social des acteurs », pour reprendre l'expression des auteurs) qui transcendent et différencient les territoires.

Dans la **quatrième partie**, enfin, les contributeurs mettent l'accent sur la dimension sociale et environnementale des stratégies de résilience territoriale développées dans plusieurs territoires au niveau local ou régional. Ils nous exposent ainsi qu'une autre forme de résilience est possible dès lors que les territoires acceptent de sortir de la traditionnelle « dialectique attractivité-compétitivité » (pour reprendre l'expression de Béatrice Quenault dans le chapitre 11) qui tend à les soumettre aux seuls impératifs économiques du marché et, ainsi, à amplifier les inégalités et vulnérabilités urbaines que ces impératifs génèrent. Dans les trois contributions constituant cette dernière partie, on retrouve également l'idée (partagée par la plupart des autres contributeurs de cet ouvrage) de la nécessaire coproduction et cogouvernance (par l'ensemble des acteurs moteurs des territoires) des politiques de résilience.

Dans le **chapitre 11**, Béatrice Quenault nous explique ainsi pourquoi certaines villes, au-delà des effets d'annonce et de marketing territorial, mettent en œuvre de véritables politiques de résilience proactives (dans la mesure où elles visent à éviter de futures catastrophes) fondées sur le développement durable et la lutte contre le changement climatique. Béatrice Quenault montre en effet que cette forme de résilience (durable) permet aux villes qui l'encouragent d'imaginer plus facilement de nouvelles bases (non purement technicistes et productivistes) pour leur développement futur. Plus fondamentalement, cette résilience territoriale proactive constitue, selon Béatrice Quenault, l'une des données incontournables du développement de la durabilité/solidarité des territoires et de la qualité de vie de leurs habitants.

Les membres du projet ADAGE vont dans le même sens que Béatrice Quenault. Les différents contributeurs du **chapitre 12** (Anne Musson, Jean-Marie Cardebat, Sandrine Gombert-Courvoisier, Laurence Harribey, Serge Marty, Francis Ribeyre et Bernard Sionneau) témoignent du fait que les territoires qu'ils étudient (régions Aquitaine et Pays-de-la-Loire) peuvent faire mieux que résister aux crises (économiques et écologiques) et en tirer profit en axant leur attractivité (économique, sociale et environnementale) sur des politiques singulières et de long terme fondées sur le développement durable. Ils montrent également que ces politiques de résilience durable doivent, au préalable, être bien définies et ciblées (tant dans leur conception que dans leur mise en œuvre) selon la nature des acteurs (et notamment des entreprises) présents sur le territoire. Implicitement, les auteurs de ce chapitre plaident pour une sorte de résilience « à la carte » et concertée avec les acteurs locaux selon le degré de sensibilité de ces

acteurs au développement durable, selon la façon dont ils se représentent l'avenir, selon la manière dont ils définissent un territoire attractif et selon la raison pour laquelle ils ont décidé de s'ancrer dans ce territoire.

Enfin, dans le **chapitre 13**, la résilience prend des formes sociales. Pour Nadine Richez-Battesti et Delphine Vallade, la résilience territoriale peut également être perçue comme un processus d'endogénéisation de l'attractivité du territoire. Dans cette optique, la résilience territoriale est portée et coconstruite par les acteurs (associatifs, coopératifs, politiques, etc.) locaux. Cette démarche « de la base vers le sommet » (*bottom-up*) permet alors de concevoir des dynamiques de résilience territoriale – plus durables, plus participatives et fondamentalement non délocalisables – qui permettent aux acteurs de repenser le développement économique local à travers la valorisation de ressources sociales et environnementales endogènes. Au travers du cas de la région Languedoc-Roussillon, Nadine Richez-Battesti et Delphine Vallade nous exposent comment le conseil régional de cette région française entend promouvoir des dynamiques entrepreneuriales socialement innovantes (afin de répondre à des besoins sociaux non satisfaits ou de proposer des solutions mieux adaptées aux problèmes sociaux des populations fragiles) et inscrire ses différentes actions en faveur de l'économie sociale et solidaire (mise en réseau des acteurs, incubateur d'entreprises sociales, pépinière d'entreprises coopératives, école de l'entrepreneuriat d'économie sociale, convention d'affaires, etc.) dans le cadre de sa stratégie régionale d'innovation et de son schéma régional de développement économique et de l'emploi. La Région et les différents acteurs de l'économie sociale et solidaire contribuent ainsi à la coproduction d'actifs territoriaux spécifiques (externalités de connaissances, capital social, etc.) qui, en retour, renforcent l'attractivité de la région dans son ensemble.

Au total, au travers de la variété des angles d'analyse et de la diversité des territoires et des axes de résilience territoriale qu'ils proposent, les chapitres constituant cet ouvrage apportent ensemble un éclairage doublement utile pour la recherche sur les formes d'adaptation des territoires face à la mondialisation. Le premier apport collectif de l'ouvrage a trait aux fondements mêmes de la notion de résilience territoriale et à sa pertinence d'un point de vue analytique. Loin d'être un néologisme de plus, sonnant bien dans la sphère académique et les discours politiques, l'idée d'une capacité des territoires à se reconstruire ou à se réinventer dans un environnement plus ou moins agressif et perturbé recouvre bien une réalité qui se déroule sous nos yeux et qui va au-delà d'une conception passive de l'adaptation des territoires à des « forces » qui leur échapperaient complètement.

Cependant, et c'est en cela que l'ouvrage est également utile, la démonstration du caractère multiforme et accidenté des trajectoires de résilience territoriale souligne, si besoin en était, que l'appréhension de ce phénomène et sa caractérisation scientifique sont tout sauf immédiates ou évidentes. Cette difficulté est d'autant plus marquée que la mondialisation ne cesse de rebattre les cartes et de dessiner de nouveaux champs de contraintes et d'opportunités qui obligent les territoires à repenser périodiquement leurs modalités de réaction, d'adaptation ou de transformation.

Ainsi, comme pour toute nouvelle approche conceptuelle et voie d'investigation empirique, l'étude de la transformation des territoires par le prisme de la résilience requiert encore, de la part des chercheurs, des efforts considérables sur le plan analytique comme empirique. En particulier, l'élaboration de grilles d'analyse approfondies et de typologies des trajectoires de résilience reste largement devant nous, de même que la mise en évidence de critères pertinents et robustes permettant de fonder des méthodologies éprouvées pour l'analyse de la résilience « sur le terrain ».

Cet ouvrage n'est donc qu'une étape dans une perspective de recherche nouvelle mais dont l'intérêt apparaît déjà, ainsi que l'illustrent les différentes contributions réunies, plus que prometteur.

Bibliographie

- Anaut, M. (2005). « Le concept de résilience et ses applications cliniques », *Recherches en soins infirmiers*, n° 82, p. 4-11.
- Artus, P. et P.-P. Virard (2008). *Globalisation, le pire est à venir*, Paris, La Découverte.
- Aschan-Leygonie, C. (2000). « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », *L'espace géographique*, n° 1, p. 64-77.
- Baudelle, G. et P. Pinchemel (1986). « De l'analyse systémique de l'espace au système spatial en géographie », dans F. Auriac et R. Brunet (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, p. 85-94.
- Bello, W. (2011). *La démondialisation : idées pour une nouvelle économie mondiale*, Paris, Éditions du Rocher.
- Christopherson, S., J. Michie et P. Tyler (2010). « Regional resilience: Theoretical and empirical perspectives », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 3-10.
- Cyert, R.M. et J.G. March (1963). *A Behavioral Theory of the Firm*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Cyrułnik, B. (1999). *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob.
- Dauphiné, A. (2007). « La résilience, un concept pour la gestion des risques », *Annales de géographie*, n° 654, p. 115-125.
- Depret, M.-H. et A. Hamdouch (2009). « Clusters, réseaux d'innovation et dynamiques de proximité dans les secteurs high-tech : une revue critique de la littérature récente », *Revue d'économie industrielle*, n° 128, p. 21-52.
- Depret, M.-H. et A. Hamdouch (2011). « Multiscalar clusters and networks as the foundations of innovation dynamics in the biopharmaceutical industry », *Région et développement*, n° 33, p. 227-268.
- Fromageot, A., P. Cecchi, F. Parent et Y. Coppieters (2006). « Ruptures économiques sans ruptures sociales : le maraîchage et la santé des paysanneries sénoufo entre résilience et vulnérabilité », *Annales de géographie*, n° 647, p. 49-68.
- Glaeser, E. (2005). « Reinventing Boston : 1630-2003 », *Journal of Economic Geography*, n° 5, p. 119-153.

- Hamdouch, A., M.-H. Depret et C. Tanguy (2012). « Globalisation, innovation et échelles géographiques des dynamiques de résilience territoriale: éléments de problématisation et analyse empirique à partir de trois études de cas », dans J.-L. Klein (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover ?*, Québec, Presses de l'Université du Québec (à paraître).
- Hamel, G. et L. Välikangas (2003). « The quest for resilience », *Harvard Business Review*, vol. 81, n° 9, p. 52-63.
- Hassink, R. (2010). « Regional resilience: A promising concept to explain differences in regional economic adaptability? », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 45-58.
- Hill, E.W., H. Wial et H. Wolman (2008). *Exploring Regional Resilience*, Working Paper 2008-04, MacArthur Foundation Research Network on Building Resilient Regions, Berkeley, Institute for Urban and Regional Development, University of California.
- Hudson, R. (2010). « Resilient regions in an uncertain world: Wishful thinking or a practical reality? », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 11-25.
- Huriot, J.-M. et L. Bourdeau-Lepage (2009). *Économie des villes contemporaines*, Paris, Economica.
- Klein, J.-L. (dir.) (2012). *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover ?*, Québec, Presses de l'Université du Québec (à paraître).
- Klein, N. (2010). *La stratégie du choc: la montée d'un capitalisme du désastre*, Paris, Actes Sud.
- Lordon, F. (2011). *Pourquoi la démondialisation ?*, Paris, Les liens qui libèrent (sous presse).
- March, J.G. (1981). « Footnotes to organizational change », *Administrative Science Quarterly*, vol. 26, p. 563-577.
- Montebourg, A. (2011). *Votez pour la démondialisation !*, Paris, Flammarion.
- Pecqueur, B. et N. Rousier (2005). « Villes technopoles et ségrégation spatiale », dans M.A. Buisson et D. Mignot (dir.), *Concentration économique et ségrégation spatiale*, Bruxelles, De Boeck Université, p. 201-219.
- Pendall, R., K.A. Foster et M. Cowell (2010). « Resilience and regions: Building understanding of the metaphor », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 71-84.
- Pike, A., S. Dawley et J. Tomaney (2010). « Resilience, adaptation and adaptability », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 59-70.
- Polèse, M. (2010). *The Resilient City: On the Determinants of Successful Urban Economies*, Inédit/ Working Paper 2010.03, Montréal, INRS-UCS.
- Sapir, J. (2011). *La démondialisation*, Paris, Seuil.
- Simmie, J.R. et R. Martin (2010). « The economic resilience of regions: Towards an evolutionary approach », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 27-43.
- Swanstrom, T., K. Chapple et D. Immergluck (2009). *Regional resilience in the face of foreclosures: Evidence from six metropolitan areas*, Building Resilient Regions Network/Institute of Governmental Studies, Working Papers 2009-05, Berkeley, University of California.
- Vale, L.J. et T.H. Campanella (dir.) (2005). *The Resilient City: How Modern Cities Recover from Disaster*, New York, Oxford University Press.
- Wolfe, D. (2010). « The strategic management of core cities: Path dependence and economic adjustment in resilient regions », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 3, p. 139-152.

Partie

1



Reconversion industrielle, création d'entreprises et redynamisation territoriale

La mondialisation, par le perpétuel mouvement qu'elle déploie, fait basculer de nombreux territoires dans un équilibre instable. Face à cette déferlante, des pays, des régions, des villes, des zones rurales voient leurs valeurs et leur identité s'éroder et leurs sources internes de développement économique, social, politique et culturel brutalement soumises à des éléments dont ils n'ont plus tout à fait la maîtrise.

Ces menaces et contraintes sont réelles, et de nombreux territoires subissent aujourd'hui de plein fouet les effets déstructurants (et parfois irréversibles) de la mondialisation. Cependant, l'expérience montre que certains territoires s'en sortent mieux que d'autres en résistant, en s'adaptant, voire en se réinventant par rapport à la mondialisation.

C'est en regard de ces exemples que la notion de « résilience territoriale » prend tout son sens. Pour un territoire, être résilient consiste non seulement à générer en son sein des capacités de résistance et d'adaptation lui permettant de maintenir ou de retrouver les bases de son développement et de sa spécificité à la suite de chocs plus ou moins brutaux (« résilience statique »), mais également à inventer et à déployer de nouvelles ressources et capacités lui permettant de s'insérer favorablement dans la dynamique de transformation impulsée par l'évolution rapide de l'environnement socioéconomique (« résilience dynamique »).

Par la démonstration du caractère multiforme et accidenté des trajectoires de résilience de différents territoires, les auteurs de cet ouvrage apportent un éclairage analytique et empirique approfondi des contraintes et perspectives d'adaptation dans le nouveau contexte compétitif global.

ABDELILLAH HAMDOUCH est professeur en aménagement de l'espace et urbanisme à l'Université de Tours et éditeur associé de la Revue d'économie régionale et urbaine.

MARC-HUBERT DEPRET est maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Lorraine.

CORINNE TANGUY est maître de conférences en sciences économiques à AGROSUP Dijon.

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Yoni Abittan ■ Christophe Assens ■ Christine Belin-Munier ■ Sophie Boutillier ■ Jean-Marie Cardebat ■ Sophie Carel ■ Marc-Hubert Depret ■ Edwige Dubos-Paillard ■ Jacques Fache Sandrine Gombert-Courvoisier ■ Stéphane Gorla ■ Abdelillah Hamdouch ■ Laurence Harribey Audrey Knauf ■ Blandine Laperche ■ Christine Liefoghe ■ Michel Martin ■ Serge Marty Bruno Moriset ■ Anne Musson ■ Béatrice Quenault ■ Francis Ribeyre ■ Nadine Richez-Battesti Bernard Sionneau ■ Corinne Tanguy ■ Dimitri Uzunidis ■ Delphine Vallade

ISBN 978-2-7605-3287-8



9 782760 532878

PUQ.CA

Extrait de la publication